



7 Recommandations pour une digitalisation efficace et durable de l'identité légale dans les pays en développement

Version préliminaire pour commentaires

Introduction

Ce document présente des recommandations clés pour la numérisation réussie et durable de l'identité légale dans les pays d'Afrique en développement.

Il s'appuie sur les leçons apprises lors de mes différentes missions terrain et propose des solutions concrètes pour relever avec succès les défis liés à l'identité légale, adaptables à chaque contexte national.

La digitalisation de l'identité légale est souvent confrontée à des échecs en raison de diagnostics et de feuilles de route qui ne traitent pas la problématique de l'identité légale de manière globale et n'adressent pas suffisamment les causes profondes des problèmes.

Un changement de paradigme est nécessaire pour assurer un succès durable à travers les investissements ciblés.

Les gouvernements soutenus, par leurs partenaires techniques et financiers dans une approche holistique, ont les moyens de mener et de financer le changement sur le long terme.

A close-up, high-contrast photograph of a person's face, heavily tinted with a blue color. The person's eyes are wide open and looking slightly to the right. The skin texture is very visible, showing pores and fine lines. The lighting is dramatic, with deep shadows and bright highlights, creating a moody and intense atmosphere.

Recommandations Clefs

1. Responsabilisation du secteur de la santé

État actuel: Dans de nombreux pays, les parents sont souvent les intermédiaires entre le secteur de la santé et l'état civil pour la déclaration des naissances, ce qui peut entraîner des retards et des non-enregistrements.

Opportunités non exploitées: Le secteur de la santé représente une source d'information fiable et directe sur les naissances.

Recommandations

- Rendre obligatoire la déclaration des naissances par les personnels de santé.
- Renforcer le cadre réglementaire, fournir de l'information, de la formation et des moyens (logistiques et financiers) pour permettre les déclarations.
- Impliquer les personnels de vaccination dans le signalement des non-enregistrements.

2. Responsabilisation du secteur de l'éducation primaire et des autorités locales

État actuel: Dans plusieurs pays, de nombreux enfants ne sont pas enregistrés à l'état civil, ce qui limite leur accès à l'éducation et à d'autres services essentiels.

Opportunités non exploitées: Le secteur de l'éducation offre un point de contact régulier avec les enfants et leurs familles, permettant d'identifier les enfants non enregistrés. Les autorités locales ont une connaissance approfondie de leur communauté et peuvent faciliter l'accès à l'état civil

Recommandations

- Charger les instituteurs de recenser les enfants sans acte de naissance et de transmettre l'information.
- Responsabiliser les directeurs d'école d'informer l'inspection académique et d'organiser des audiences foraines annuelles.
- Renforcer le cadre réglementaire, fournir de l'information, de la formation et des moyens pour faciliter les déclarations.

3. Responsabilisation des chefs communautaires

État actuel: Les communautés locales jouent un rôle important dans l'identification des personnes sans identité.

Opportunités non exploitées: Les chefs communautaires ont une parfaite connaissance et jouissent d'une autorité/influence considérables au sein de leurs communautés.

Recommandations

- Impliquer les chefs communautaires dans le recensement des personnes sans identité, les impliquer et les soutenir dans la facilitation leur accès à l'état civil avec le soutien des autorités locales.

4. Responsabilisation des secteurs pour accélérer l'identification

Leçons apprises: Chaque secteur (santé, éducation, banques, télécommunications, etc.) a intérêt à ce que les potentiels usagers sans identité en obtiennent une, créant une situation gagnant-gagnant pour tous.

Opportunités non exploitées: Les secteurs public et privé peuvent jouer un rôle actif dans l'augmentation du nombre de personnes identifiées, ce qui profite à la fois aux citoyens et à leurs activités.

Recommandations

- Encourager chaque secteur à faciliter l'accès à l'identification pour ses usagers potentiels
- Mettre en place des procédures et des moyens que les secteurs puissent saisir pour permettre d'exécuter des campagnes d'enregistrement ciblées.

5. Mise en place d'une infrastructure d'état civil interopérable

Leçons apprises: La centralisation de l'état civil est plus efficace que la décentralisation en raison des défis liés au maintien de systèmes informatiques stables à l'échelle nationale, particulièrement dans le contexte de nombreux pays africains

Opportunités non exploitées: L'interopérabilité des systèmes et la centralisation des données peuvent améliorer considérablement l'efficacité et la fiabilité de l'état civil.

Recommandations

- Assurer l'interopérabilité des systèmes entre la santé, les secteurs, la justice et l'état civil.
- Mettre en place une base nationale d'état civil centralisée et une passerelle d'interopérabilité pour collecter à toutes les sources de faits d'état civil.
- Chaque pays doit définir sa feuille de route nationale sur le moyen/long terme pour la collecte et le traitement des données d'état civil, permettant de coordonner ses partenaires techniques et financiers autour d'une même feuille de route.

6. Renforcement de l'accès à la carte nationale d'identité

État actuel: L'accès à la CNI est souvent limité dans de nombreux pays africains, ce qui entrave l'accès à de nombreux services.

Opportunités non exploitées: L'amélioration de l'accès à la CNI peut favoriser l'inclusion sociale et économique.

Recommandations

- Déployer des centres d'enregistrement dans tout le pays, en commençant par les villes secondaires.
- Provisionner des moyens d'enregistrement mobiles pour des campagnes sectorielles ciblées (point 4.)
- Renforcer les capacités de production de la CNI.
- Informer et sensibiliser la population à l'importance de la CNI.
- Mettre en place des moyens numériques pour suivre les dossiers de demande de carte.

7. Facilitation de l'accès à la demande

Leçons apprises: La digitalisation peut grandement faciliter l'accès aux services d'état civil et réduire la fraude.

Opportunités non exploitées: Les technologies numériques peuvent simplifier et accélérer les démarches administratives pour les citoyens

Recommandations

- Proposer des services en ligne de vérification d'identité, d'authentification de documents.
- Implémenter une carte d'identité vérifiable avec un smartphone.
- Mettre en place un identifiant unique pour toutes les démarches administratives.
- Développer l'utilisation des attestations numériques vérifiables qui évite d'avoir recours à des vérifications manuelles et éradiquent la fraude.

Conclusion : Vers une stratégie opérationnelle

Conclusion

Ces recommandations sont génériques et doivent être contextualisées par chaque pays afin de définir les actions spécifiques ainsi que les acteurs à impliquer.

Suite au diagnostic, la prochaine étape pour eux est l'élaboration d'une stratégie opérationnelle qui détaillera les phases de mise en œuvre, la gestion du changement, et la modernisation institutionnelle nécessaires à l'exécution des recommandations.

Appel à l'action

ID30 recherche des partenaires pour avancer plus avant cette approche notamment pour élaborer le cadre d'Interopérabilité en matière de protocoles et de standards.

Également pour aider à la disséminer au niveau des pays, une des problématiques principales étant la sensibilisation pour réduire les résistances et conduire un changement durable dans le domaine d'État Civil.